Tchad - Cameroun: un rapport met en lumière le rôle joué par la Banque européenne d'investissement dans le projet d'extraction pétrolière et d'oléoduc

Un nouveau rapport publié en janvier 2006 par Friends of the Earth International, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, le réseau CEE Bankwatch et World Economy, Ecology & Development met en lumière le rôle joué par la Banque européenne d'investissement dans le financement de dénommés « projets de développement » dans le Sud, l'Afrique comprise. Or, à qui s'adresse ce développement ? Le rapport, intitulé "The European Investment Bank In The South. In Whose Interest?", explore les réponses possibles.

La Banque européenne d'investissement (BEI) agit au nom des citoyens européens et des gouvernements de l'Union européenne (UE) auxquels elle appartient. Chaque année, elle destine quelque 45 milliards d'euros de l'argent public à des projets censés contribuer au développement et à la cohésion de l'UE. D'après le rapport, « dans les années 1960 la BEI a commencé à financer des projets en Afrique et, aujourd'hui, environ 10 % de ses investissements se font à l'extérieur de l'Europe, dans des pays comme la Chine ou le Brésil. Ces prêts couvrent un large éventail de projets, qui concernent l'énergie, l'eau, les communications, l'industrie et les intermédiaires financiers. Mais quels en sont les bénéficiaires ? »

Le rapport affirme que la BEI semble répondre aux besoins de ses clients, finançant sans hésiter des projets dont la rentabilité est élevée et garantie, mais qu'elle a rarement financé des projets environnementaux ou investi dans les énergies renouvelables. Plusieurs études de cas présentées dans le rapport montrent que la BEI a souvent soutenu des projets qui se sont avérés nuisibles pour les populations et l'environnement.

En Afrique, la BEI investit une part considérable du budget de la Commission européenne assigné à la coopération pour le développement (13,5 milliards d'euros pendant les dix dernières années). Cette tendance s'est vue renforcée par la création de la nouvelle Facilité de Cotonou de la banque, qui est censée débourser 2,2 milliards d'euros du budget de l'UE entre 2003 et 2008. Le rapport montre que les premiers prêts accordés par la Facilité s'adressaient surtout au secteur privé, aux grandes entreprises européennes ou aux grandes sociétés locales. En Afrique comme en Amérique latine, les bénéficiaires préférés des prêts de la BEI appartiennent au secteur des industries extractives.

L'oléoduc Tchad – Cameroun, de 1 070 km de long, qui s'étend du Sud du Tchad jusqu'à la côte atlantique du Cameroun voisin, est le plus grand projet jamais financé par la BEI en Afrique (voir les bulletins 72, 66, 45, 41, 35, 14 et 2 du WRM). D'après le rapport, bien que les travaux aient été complétés plus d'un an avant la date prévue, les mesures d'atténuation environnementales et sociales subissent encore de graves retards et compromettent les objectifs du projet en matière de réduction de la pauvreté.

La Banque mondiale y participe aussi, car son intervention était la condition requise par le

consortium ExxonMobil pour accepter ce projet de 3,7 milliards USD. En outre, en 2001 la BEI a accordé des prêts non seulement aux gouvernements du Tchad et du Cameroun (35,7 millions d'euros et 20,3 millions d'euros respectivement), mais à Chevron (34 millions) et à Exxon (54 millions).

Les deux institutions avaient promis que le projet Tchad – Cameroun (qui, théoriquement, devait apporter de 2 à 3 milliards de dollars au Tchad et 550 millions au Cameroun pendant ses 28 années d'activité) allait transformer la richesse pétrolière en bénéfices pour les pauvres, réduisant la pauvreté et favorisant la croissance économique dans les deux pays. Pourtant, en janvier 2001 il a été rendu public que le Tchad avait utilisé une partie des 25 millions de dollars reçus du consortium pétrolier à la signature du contrat pour acheter des armes.

Le rapport dénonce que les deux pays concernés ont occupé, des années durant, les premières positions dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International. Or, les banques n'ont pas exigé au Cameroun de prendre des dispositions pour la gestion transparente des revenus. Dans le cas du Tchad, la Banque mondiale a exigé l'adoption d'une loi dans ce sens, ainsi que l'établissement d'un Comité de surveillance qui se chargerait d'autoriser les dépenses. Ce système, qui devait assurer une gestion transparente de l'argent, s'est maintenant effondré. En octobre 2005, le gouvernement du Tchad a annoncé qu'il allait modifier substantiellement la loi pour y inclure les dépenses en sécurité, et supprimer le fonds qui avait été mis en réserve pour les générations futures de la période post-pétrolière.

Plusieurs problèmes ont été signalés, et même des violations graves des politiques de la Banque mondiale, surtout en matière d'évaluation environnementale et de santé publique. Les mauvaises conditions sanitaires, l'augmentation de la main d'oeuvre itinérante et la prostitution croissante ont contribué à la propagation de maladies, y compris le VIH et le SIDA.

Le rapport signale que les effets que l'oléoduc est en train d'avoir sur la diversité biologique et sur la faune portent à croire que les considérations d'ordre environnemental n'ont pas été suffisamment prises en compte. Les superviseurs de la Banque mondiale elle-même préviennent que l'accès à des régions lointaines facilité par le projet comporte de graves dangers pour les gorilles et les chimpanzés en péril d'extinction. Les sponsors ont essayé de compenser la perte de diversité biologique le long du tracé de l'oléoduc en établissant ce qu'on appelle des « zones d'exclusion », telles que les parcs nationaux de Campo Ma'an et de Mbam-Djerem, mais il n'a pas été facile de trouver du financement pour la gestion de ces parcs, et leur viabilité est maintenant compromise. La forte pollution par la poussière aggrave à présent les problèmes de santé, et la mauvaise gestion des effluents de l'extraction pétrolière menace les réserves d'eau souterraines dans la région des puits de pétrole.

Les « pygmées » du peuple Bakola habitent le Sud-Ouest du Cameroun (voir le bulletin nº 87 du WRM). Ils continuent de dépendre surtout de la forêt pour assurer leur subsistance par la chasse et la cueillette. La partie sud de l'oléoduc traverse leurs terres boisées traditionnelles. La BEI n'a pas de politique ni de procédure pour la protection des peuples autochtones. Au Cameroun, la politique opérationnelle de la Banque mondiale sur les peuples autochtones exige que le Plan pour les Peuples autochtones soit défini de façon participative. Pourtant, la banque n'a pas respecté sa propre politique et les peuples semi-nomades n'ont pas été consultés comme il fallait. Ainsi, le Plan pour les Peuples autochtones ne tient pas compte du problème critique de la sécurité territoriale dont dépend la survie des Bakola. De surcroît, rien n'indique que la BEI soit en train de prendre les mesures nécessaires pour résoudre ce problème.

La BEI se contente de laisser à la Banque mondiale la supervision et l'évaluation, mais cette dernière a montré qu'elle n'était pas à la hauteur de la tâche. Le rapport conclut que, à moins de prendre des mesures urgentes, l'oléoduc Tchad – Cameroun ne fera qu'ajouter un nouveau chapitre à l'histoire tragique des ressources pillées de l'Afrique.

Article fondé sur des informations tirées de : "The European Investment Bank In The South. In Whose Interest?", Friends of The Earth International; Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, CEE Bankwatch Network , et World Economy, Ecology & Development, janvier 2006, http://www.foei.org/publications/pdfs/eibinthesouth.pdf.